Intégration du genre dans des organisations

jeudi 1er janvier 2015

- D'une manière générale, le programme Genre et économie a favorisé les coopérations sur le genre entre organisations parties prenantes. Des communiqués de presse ont été signés par l'ensemble des 40 organisations. AVSF, Enda, Afrique Verte collaborent maintenant sur le terrain par le biais d'échanges techniques ou dans le cadre de plaidoyers contre l'accaparement des terres. Les ONG faisant de la formation en genre, comme Adéquations, ont renforcé leurs compétences grâce aux échanges avec les structures et personnes-ressources genre ouest-africaines.
- Enda Pronat s'est emparée du programme pour affiner et adapter un outil existant d'analyse de la répartition de la valeur ajoutée entre les métiers d'une filière de coton bio, de manière à étudier la répartition de la marge de revenus entre les hommes et les femmes dans le travail de transformation du riz au sein d'un GIE de jeunes. De plus, une personne « point focal genre » est maintenant officiellement chargée des questions de genre au sein de la structure.
- Asfodevh a généralisé l'intégration du genre dans ses formations au développement humain dans d'autres projets dans la sous-région.
- Terre des Hommes France a formé les membres de son conseil d'administration et les responsables de commissions géographiques et thématiques ainsi que des salariées du siège. L'association a adopté en 2012 une charte de l'égalité sociale des femmes et des hommes.
- GRET a organisé un débat sur l'approche de genre dans le cadre de ses cafés philosophiques. Au Burkina Faso, un poste de chargée de mission genre a été créé et pérennisé.
- Les associations Caged au Togo et GRAPAD au Bénin ont travaillé sur leurs statuts et procédé à des modifications pour y intégrer la parité et le genre.

L'importance d'un soutien en genre sur le long terme

Le programme Genre et économie a duré trois ans. Obtenir et pérenniser des changements sociaux profonds et durables en un temps aussi court n'est évidemment pas possible - en Afrique comme en France ou dans n'importe quelle région du monde. Mais l'accompagnement des évolutions déjà en cours en s'appuyant sur des projets ayant une antériorité dans le soutien aux femmes et à leurs organisations ou l'alerte sur des biais de leurs actions quand celles-ci n'ont pas une réflexion sur le genre représentent en soi des acquis importants. Une dizaine d'années seraient nécessaires pour suivre et développer l'intégration de l'approche de genre, éviter les retours en arrière toujours possibles en matière d'égalité femmes-hommes, conforter les effets et les impacts et les documenter plus précisément, notamment dans le domaine de l'évolution des revenus des femmes et du partage des responsabilités entre hommes et femmes. Des mécanismes financiers renouvelables permettraient de suivre les évolutions sur un temps social plus adéquat. Dans le cas présent, le taux de financement des projets par le ministère des Affaires étrangères pouvait aller jusqu'à 90 %, ce qui a permis à certaines associations, notamment celles qui travaillent spécifiquement sur le genre, de participer au programme.